

Arrêté n°2026 SGAD/BE-021 en date du 29 janvier 2026

PORTANT ENREGISTREMENT POUR L'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE D'ENROBAGE À CHAUD

**société SAS NGE Routes, dont le siège social est situé Parc d'activités de Laurade CS 80009 Saint Etienne du Grès 13156 Tarascon,
pour les activités de production d'enrobés à chaud
sises lieu-dit « Le pré Chioche » 86430 Mouterre-sur-Blourde**

Installation classée pour la protection de l'environnement

**LE PRÉFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;
- VU** le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la

nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

- VU** les télédéclarations relatives aux activités relevant des rubriques 2517, 2910, 2915, 4734 et 4801 datées du 3 octobre 2025 ;
- VU** la demande présentée en date du 5 septembre 2025 par la société SAS NGE Routes dont le siège social est situé Parc d'activités de Laurade CS 80009 Saint Etienne du Grès 13156 Tarascon pour l'enregistrement d'une centrale de production d'enrobés à chaud (rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Mouterre-sur-Blourde, lieu-dit « Le pré Chioche » ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU** le mail du 31 octobre 2025 de l'exploitant, indiquant ne pas avoir d'observation sur le projet d'acte ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** l'absence d'observations recueillies lors de la consultation du public entre le 15 décembre 2025 et le 13 janvier 2026 ;
- VU** la saisine des conseils municipaux de Millac (86) et de Mouterre-sur-Blourde (86) par courriers du 25 novembre 2025 ;
- VU** l'avis favorable du conseil municipal de Millac en date du 15 décembre 2025 ;
- VU** l'avis favorable du conseil municipal de Mouterre-sur-Blourde en date du 26 janvier 2026 ;
- VU** le rapport du 29 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les télédéclarations datées du 3 octobre 2025 susvisées ne font pas mention d'une demande d'aménagement des prescriptions des arrêtés ministériels correspondants susvisés ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, lors de l'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage compatible avec sa destination d'origine et permettant un usage d'activité compatible prévue par le document d'urbanisme en vigueur ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de la Vienne ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la SAS NGE Routes, représentée par Monsieur Sébastien LEPELTIER, inscrite au registre des sociétés et de leurs établissements sous le numéro SIREN : 676 820 137 et dont le siège social est situé Parc d'activités de Laurade CS 80009 Saint Etienne du Grès 13156 Tarascon, faisant l'objet de la demande susvisée du 5 septembre 2025, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Mouterre-sur-Blourde (86430), au lieu-dit « Le Pré Chioche ».

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

ARTICLE 1.1.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La demande vise à l'enregistrement d'une installation de production d'enrobés à chaud classée sous la rubrique 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique e Alinéa	Régim e	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité
2521 1	E	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') : 1. À chaud	340 t/h
2517	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	9 000 m ²
2910 A	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles	1,715 MW (2 chaudières de

		la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	préchauffage du parc à liant de 465,2 kW et 697,8 kW 1 groupe électrogène de 504 kW 1 groupe électrogène de secours de 48 kW)
2915 2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 250 l	4 300 l (huile chauffée à 200 °C pour un point éclair de 218 °C)
4734 2	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	56 t (1 cuve de fioul lourd de 50 t 1 cuve de fioul domestique (FOD) de 1,53 t 1 stockage de gazole non routier (GNR) de 4,25 t
4801	D	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	153 t (2 cuves de 73 t et 80 t)

E : Enregistrement

D : Déclaration

DC : Déclaration avec contrôle

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle
Mouterre-sur-Blourde	Le Pré Chioche	0A	179 pour partie

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 5 septembre 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels susvisés de prescriptions générales applicables.

ARTICLE 1.3.2. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

La zone d'implantation comprend :

- la centrale mobile et des équipements (prédoseurs, tambour sécheur, dépoussiéreur, cuves de stockage de bitume, cuves de fioul, trémies de stockage des enrobés) ;
- les aires de transit de matériaux (dont agrégats d'enrobés) ;
- une aire de manœuvre de chargement des porteurs d'enrobés ;
- un poste de commande ;
- des voies de circulation.

ARTICLE 1.3.2. MOYENS DE DÉFENSE INCENDIE

Le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux activités, notamment :

- d'une réserve d'eau de 120 m³ (bâche souple) ;
- d'extincteurs appropriés aux différents types de feux, répartis au sein des installations ;
- de stocks de sable.

ARTICLE 1.3.2. CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE

La rétention du parc à liants, dans lequel sont implantés les stockages de liants et de fioul domestiques (FOD), présente une capacité minimale utile de 165 m³.

Les eaux pluviales contenues dans la rétention du parc à liants sont pompées si nécessaire, de telle façon que la capacité utile de confinement soit préservée en toutes circonstances, et traitées en tant que déchets dans une installation dûment autorisée.

CHAPITRE 1.4. EFFLUENTS AQUEUX

ARTICLE 1.4.1. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Les eaux pluviales de ruissellement sont dirigées vers un fossé étanche, susceptible de récupérer les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, puis vers un débourbeur séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales rejetées en aval du débourbeur séparateur à hydrocarbures respectent notamment les valeurs limites de concentration suivantes :

- **pH** compris entre 5,5 et 8,5 ;
- teneur en **matières en suspension** inférieure à 100 mg/l si flux journalier inférieur ou égal à 15 kg/j (35 mg/l au-delà) ;
- **demande chimique en oxygène** sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j (125 mg/l au-delà) ;
- **demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté** (DBO5) inférieure à 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j (30 mg/l au-delà) ;
- **teneur en hydrocarbures** inférieure à 10 mg/l.

ARTICLE 1.4.2. SURVEILLANCE DES EFFLUENTS AQUEUX

L'exploitant procède à un contrôle des rejets en aval du débourbeur séparateur à hydrocarbures dans un délai, de 15 jours après le début de l'exploitation puis tous les 3 mois.

CHAPITRE 1.5. EFFLUENTS ATMOSPHÉRIQUES (CENTRALE D'ENROBAGE)

ARTICLE 1.5.1. TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les effluents issus de la centrale d'enrobage sont captés et traités par un dépoussiéreur (filtre à manches) puis canalisé par une cheminée d'évacuation d'une hauteur minimale de 13 m.

ARTICLE 1.5.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s.

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

1° Poussières totales	50 mg/m ³
2° Monoxyde de carbone (CO)	500 mg/m ³
3° Oxyde de soufre (SO ₂)	300 mg/m ³
4° Oxyde d'azote (NOx)	350 mg/m ³
5° Composés organiques volatils	110 mg/m ³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :	0,05 mg/m ³ par métal 0,1 mg/m ³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl)
b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés :	1 mg/m ³ (exprimée en As + Se + Te)
c) Rejets de plomb et de ses composés :	1 mg/m ³ (exprimée en Pb)
d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés :	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques benzo (a) pyrène ; naphtalène	0,2 mg/Nm ³ (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)

ARTICLE 1.5.3. SURVEILLANCE DES EFFLUENTS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant procède à un contrôle des rejets atmosphériques dans les conditions ci-après ;

1° Poussières totales	
flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h	1 ^{ère} mesure dans un délai de 15 jours après le début de l'exploitation
flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par exemple d'un opacimètre
flux horaire supérieur à 50 kg/h	mesure en permanence par une méthode gravimétrique
2° Monoxyde de carbone	
flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h	1 ^{ère} mesure dans un délai de 15 jours après le début de l'exploitation
flux horaire supérieur à 50 kg/h	mesure en permanence
3° Oxydes de soufre	
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h	1 ^{ère} mesure dans un délai de 15 jours après le début de l'exploitation
flux horaire supérieur à 150 kg/h	mesure en permanence
4° Oxydes d'azote	
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h	1 ^{ère} mesure dans un délai de 15 jours après le début de l'exploitation
flux horaire supérieur à 150 kg/h	mesure en permanence
5° Composés organiques volatils :	
a) cas général :	
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h	1 ^{ère} mesure dans un délai de 15 jours après le début de l'exploitation
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h	surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)
b) cas des COV (à l'exclusion du méthane) présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 :	
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)	surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane) mesures périodiques de chacun des COV (corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes)
c) les autres cas :	
prélèvements instantanés réalisés	
6° Métaux, métalloïdes et composés divers (particulaires et gazeux)	
a) Cadmium et mercure, et leurs composés :	
flux horaire supérieur à 10 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu
b) Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés :	
si le flux horaire, supérieur à 50 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;
c) Plomb et ses composés :	
si le flux horaire supérieur à 100 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;
d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés :	
si le flux horaire supérieur à 500 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.

7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	
benzo (a) pyrène ; naphtalène si le flux horaire (de la somme massique des 2 substances) supérieur à 0,2 kg/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.

CHAPITRE 1.6. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour un usage industriel.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mouterre-sur-Blourde et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mouterre-sur-Blourde pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;
4. L'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture de la Vienne (rubriques « politiques publiques – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles »), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 2.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

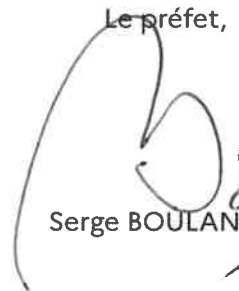
1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, la maire de Mouterre-sur-Blourde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée et qui sera notifié à l'exploitant.

Le préfet,



Serge BOULANGER